

§ 4. De globale tabel per waarborg en per leeftijdsklasse met de specifieke indexcijfers wordt berekend uit de globale tabel per waarborg en per leeftijdsklasse met de basisindexcijfers. De startwaarden zijn dezelfde. De jaarlijkse evoluties van de specifieke indexcijfers worden berekend door de jaarlijkse evoluties van de basisindexcijfers te vermenigvuldigen met een factor 1,5. De jaarlijkse evolutie van de specifieke indexcijfers mag maximum 2 procentpunten hoger liggen dan de jaarlijkse evolutie van de basisindexcijfers. Indien de jaarlijkse evolutie van één of meerdere specifieke indexcijfer(s) negatief is, verlengt de FOD Economie de geldigheid van dit (deze) laatst gepubliceerde specifieke indexcijfer(s) voor een duur van één jaar.”

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt in de plaats van artikel 7, vernietigd bij arrest nr. 217.085 van 29 december 2011 van de Raad van State, het als volgt luidende artikel 7 ingevoegd :

“Art. 7. De FOD Economie publiceert de globale tabel met de specifieke indexcijfers bedoeld in artikel 6 in het *Belgisch Staatsblad*, op de eerste werkdag van juli. Zowel de FOD Economie als de FSMA en de CDZ zijn er toe gehouden ze te publiceren op hun website.”

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt in de plaats van artikel 8, vernietigd bij arrest nr. 217.085 van 29 december 2011 van de Raad van State, het als volgt luidende artikel 8 ingevoegd :

“Art. 8. De startindex 100 wordt bepaald op basis van de gecertificeerde gegevens inzake het aantal verzekerden en inzake de bruto schadelast die betrekking heeft op de facturen ontvangen voor 1 april 2015 voor de schadegevallen die zich hebben voorgedaan in de periode tussen 1 oktober 2013 en 30 september 2014.”

**Art. 10.** De minister bevoegd voor Verzekeringen en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,

K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Mevr. M. DE BLOCK

§ 4. Le tableau global d'indices spécifiques par garantie et par classe d'âge est calculé à partir du tableau global d'indices de base par garantie et par classe d'âge. Les valeurs de départ sont les mêmes. Les évolutions annuelles des indices spécifiques sont calculées en multipliant les évolutions annuelles des indices de base avec un facteur d'1,5. L'évolution annuelle des indices spécifiques ne peut dépasser l'évolution annuelle des indices de base de plus de 2 points de pourcent. Lorsque l'évolution annuelle d'un ou de plusieurs indices spécifiques est négative, le SPF Economie prolonge la validité de ce (ces) dernier(s) indice(s) spécifique(s) publié(s) pour une durée d'un an. ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, à la place de l'article 7 annulé par l'arrêt n° 217.085 du 29 décembre 2011 du Conseil d'Etat, il est inséré un article 7 rédigé comme suit :

« Art. 7. Le SPF Economie publie le tableau global des indices spécifiques visé à l'article 6 au *Moniteur belge*, le premier jour ouvrable de juillet. Tant le SPF Economie que la FSMA et l'OCM sont tenus de les publier sur leur site internet. ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, à la place de l'article 8 annulé par l'arrêt n° 217.085 du 29 décembre 2011 du Conseil d'Etat, il est inséré un article 8 rédigé comme suit :

« Art. 8. Le chiffre index de départ 100 est déterminé sur base des données certifiées relatives au nombre d'assurés et à la charge brute des sinistres concernant les factures reçues avant le 1<sup>er</sup> avril 2015 relatives aux sinistres qui se sont produits entre le 1<sup>er</sup> octobre 2013 et le 30 septembre 2014. ».

**Art. 10.** Le ministre qui a les Assurances dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Mme M. DE BLOCK

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/200866]

### Extrait de l'arrêt n° 16/2016 du 3 février 2016

Numéros du rôle : 6083 et 6084

*En cause* : les recours en annulation des articles 9, 12 et 13 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, introduits par l'ASBL « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles » et par l'union professionnelle « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul et T. Giet, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 7 novembre 2014 et parvenues au greffe le 13 novembre 2014, des recours en annulation des articles 9, 12 et 13 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales (publiée au *Moniteur belge* du 7 mai 2014) ont été introduits par l'ASBL « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles » et par l'union professionnelle « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce », assistées et représentées par Me P. Simonart, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6083 et 6084 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à l'objet du recours*

B.1. L'ASBL « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles », partie requérante dans l'affaire n° 6083 et l'union professionnelle « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce », partie requérante dans l'affaire n° 6084, demandent l'annulation des articles 9, 12 et 13 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 « relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ».

*Quant au premier moyen*

B.2.1. Le premier moyen dans les deux affaires est pris de la violation, par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'ordonnance attaquée, des articles 13 et 16 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 6.1 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à ladite Convention, avec le principe général de sécurité juridique, avec le principe général d'effectivité des recours, avec le principe général des droits de la défense et avec le « principe général de *standstill* ».

B.2.2. L'article 9, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 3 avril 2014 dispose :

« Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe, une majoration de taxe ou une amende administrative auprès du Collège, qui agit en tant qu'autorité administrative, à l'exception des sanctions pour incivilité visées à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale.

La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant.

[...] ».

B.2.3. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

L'article 1<sup>er</sup> du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès au juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et par un principe général de droit.

L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit le droit à un recours effectif devant une instance nationale à toute personne dont les droits et libertés mentionnés dans cette Convention ont été violés.

B.2.4. En ce qui concerne les dispositions constitutionnelles et conventionnelles invoquées par les parties requérantes, il n'existe pas d'obligation de *standstill*.

B.3.1. Le délai initialement prescrit pour l'introduction d'une réclamation contre une taxe communale était fixé à trois mois. Ainsi, l'article 5 de la loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales disposait :

« Le redevable d'une imposition établie par voie de rôle peut introduire une réclamation auprès de la députation permanente du conseil provincial.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée, et remise ou présentée par envoi postal dans les trois mois de la délivrance de l'avertissement-extrait de rôle.

Il est délivré accusé de réception des réclamations ».

B.3.2. Cette loi a été abrogée par l'article 14, 6<sup>o</sup>, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales (*Moniteur belge*, 31 décembre 1996) qui prévoyait également en son article 9, alinéa 3, un délai de trois mois pour l'introduction d'une réclamation.

Ces deux dispositions ont été annulées par l'arrêt n<sup>o</sup> 30/98 du 18 mars 1998.

B.3.3. La loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale visait à tirer les conséquences de l'arrêt n<sup>o</sup> 67/98 du 10 juin 1998 « dont il découle [ait] que la décision que prend l'administration fiscale (c'est-à-dire le directeur régional) suite à l'introduction d'une réclamation, constitue une décision de contentieux administratif et non une décision juridictionnelle ». L'évolution de la jurisprudence devait ainsi amener le Gouvernement fédéral à revoir la manière de régler le contentieux en matière fiscale (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n<sup>o</sup> 1341/23, p. 2).

Plusieurs amendements introduits par le Gouvernement fédéral entendaient modifier la loi du 24 décembre 1996 en vue de créer un parallélisme entre les règles applicables aux impôts d'Etat et celles afférentes aux taxes provinciales et communales (*Doc. parl.* Sénat, 1998-1999, n<sup>o</sup> 1-966/7, pp. 15 à 17; n<sup>o</sup> 1-966/11, p. 199).

Le délai pour introduire une réclamation à l'encontre d'une taxe provinciale ou communale a ainsi été fixé par renvoi au chapitre VII du titre VII du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 1992), en vertu de l'article 12 de la loi du 24 décembre 1996, modifié en ce sens.

Le délai de six mois qui était fixé par l'article 371 dudit Code pour l'introduction des réclamations a été porté à trois mois par l'article 28 de la loi du 15 mars 1999 au motif que la philosophie du projet était de réduire les délais (*Doc. parl.*, Sénat, 1998-1999, n<sup>o</sup> 1-966/11, p. 164).

Le ministre compétent a ajouté ce qui suit, en commission des Finances et du Budget de la Chambre :

« Le contribuable dispose d'un délai de trois mois (à compter de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle par pli ordinaire à la poste) pour introduire sa réclamation.

Comparée à des délais analogues (en ce qui concerne les décisions prises par un organisme social, le délai d'appel auprès du tribunal du travail est par exemple d'un mois; pour l'introduction d'un recours au Conseil d'Etat, le délai est de soixante jours...), cette proposition semble raisonnable, étant donné que le contribuable dispose d'abord d'un premier délai de deux mois pour payer soit le montant total de l'impôt, soit la partie de ce montant qu'il ne conteste pas (l'impôt dû selon l'avertissement-extrait de rôle doit en effet être payé dans les deux mois). Il peut donc encore introduire sa réclamation dans le mois qui suit la date limite de paiement » (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n<sup>o</sup> 1341/23, p. 3).

B.3.4. Un délai de six mois a été rétabli à l'article 371 du CIR 1992 par l'article 7 de la loi-programme du 20 juillet 2006 (*Moniteur belge*, 28 juillet 2006).

Dans les travaux préparatoires, l'allongement du délai de réclamation a été justifié comme suit :

« Sous l'empire de l'ancienne procédure fiscale, les réclamations devaient être présentées au plus tard le trente avril de l'année qui suivait celle au cours de laquelle l'impôt était établi sans que ce délai puisse être inférieur à six mois à partir de la date de l'avertissement extrait de rôle.

La loi du 15 mars 1999 a ramené ce délai à trois mois à compter de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. Soucieux d'accélérer le traitement du contentieux fiscal, et, par conséquent, de ne pas prolonger la période d'incertitude pendant laquelle une cotisation peut être contestée, le législateur justifiait alors ce raccourcissement du délai de réclamation comme la contrepartie de l'octroi au contribuable d'un double degré de juridiction devant le pouvoir judiciaire.

Dès l'origine, et déjà au cours des travaux préparatoires des lois de réforme de la procédure fiscale, la trop grande brièveté de ce délai fut dénoncée. Ce sentiment est aujourd'hui unanimement partagé.

Dans sa recommandation officielle du 8 septembre 2003, le Collège des médiateurs fédéraux, estimant qu'il existe un déséquilibre entre le principe de sécurité juridique et les principes de bonne gouvernance et mettant en regard la brièveté du délai de réclamation, avec la longueur des délais (trois ans, voire cinq ans en cas de fraude) dont dispose l'administration pour établir l'impôt, a également demandé que le délai de réclamation soit allongé.

La disposition en projet entend faire voie à cette préoccupation justifiée et porte le délai de réclamation à six mois, soit, le délai minimal qui était applicable sous l'empire de l'ancienne procédure fiscale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2517/001, pp. 8-9).

Il a encore été ajouté ce qui suit en commission du Budget et des Finances de la Chambre :

« Les médiateurs fédéraux ont fait état d'un nombre de cas concrets qui plaident en faveur d'un rallongement du délai de réclamation. Cette question a également été évoquée avec des magistrats, des fiscalistes et des fonctionnaires, qui tous se sont prononcés en faveur de cet allongement de délai.

Chaque année, les avertissements-extraits de rôle arrivent à la même période chez beaucoup de contribuables, si bien que les conseillers fiscaux sont alors débordés de travail. L'on a constaté qu'un nombre important de recours administratifs sont tout simplement formés parce que le contribuable n'a pas eu suffisamment de temps pour analyser son avertissement-extrait de rôle et prendre éventuellement contact avec l'administration fiscale. L'ensemble des acteurs a donc intérêt à l'allongement du délai de réclamation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2517/012, p. 29).

B.3.5. Le délai de trois mois retenu dans l'ordonnance attaquée a été justifié comme suit :

« Le § 1<sup>er</sup> stipule, comme antérieurement, que le Collège des bourgmestre et échevins reste compétent pour connaître des recours en matière de taxes communales.

Le délai de recours est ramené à trois mois à compter de la date de notification de l'imposition ou à compter de la date de perception au comptant. La prolongation de ce délai à six mois, telle que prévue à l'article 371 du Code des impôts sur les revenus, n'est pas reprise ici : en effet, un tel délai n'est pas nécessaire pour les taxes communales qui, le plus souvent, sont moins complexes que les taxes fédérales sur les revenus. De plus, un long délai, au niveau local, rend la situation inutilement incertaine » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-capitale, 2012-2013, n° A-440/1, p. 7).

B.4. Les parties requérantes soutiennent qu'en réduisant de moitié le délai de réclamation qui s'appliquait selon la législation antérieure, l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, attaqué réduirait sensiblement la protection du droit de propriété. Par conséquent, il serait porté également atteinte au droit à un recours effectif du contribuable à l'encontre de la mesure fiscale qui lui est opposée et, partant, à son droit d'accès à un juge.

B.5. Par l'article 9, § 1<sup>er</sup>, attaqué, le législateur ordonnancier a entendu accélérer la procédure de réclamation et donc renforcer la sécurité juridique, notamment en réduisant à trois mois le délai dans lequel les taxes locales peuvent être contestées.

B.6.1. Il relève du pouvoir d'appréciation du législateur ordonnancier de considérer que le délai de six mois appliqué aux impôts sur les revenus fédéraux n'est pas nécessaire pour les taxes provinciales et communales qu'il estime moins complexes. La Cour ne pourrait censurer pareil choix du législateur ordonnancier que s'il était porté atteinte sans justification raisonnable aux droits des personnes concernées.

B.6.2. Il n'apparaît pas que le contentieux relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales soit d'une complexité telle que la réduction à trois mois du délai pour introduire une réclamation porterait atteinte de manière disproportionnée aux droits des contribuables concernés.

B.7. Le premier moyen n'est pas fondé.

*Quant aux deuxième et troisième moyens*

B.8.1. Le deuxième moyen dans les deux affaires est pris de la violation, par l'article 13 de l'ordonnance attaquée, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, lus en combinaison avec le principe général de sécurité juridique, avec le principe général des droits de la défense, avec le principe général de non-rétroactivité et avec le principe général du respect des anticipations légitimes.

Il est soutenu qu'en faisant rétroagir l'ordonnance attaquée aux taxes communales qui sont perçues au comptant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> mars 2014, l'article 13 entraîne, de manière imprévisible et difficilement réversible, la réduction du délai de réclamation à l'encontre des taxations préalables, contrevenant de ce fait aux dispositions et principes visés au moyen.

B.8.2. Le troisième moyen dans les deux affaires est pris de la violation, par les articles 12 et 13 de l'ordonnance attaquée, des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec le principe général de sécurité juridique. L'application combinée des articles 12 et 13 précités aurait pour effet que les taxes enrôlées et rendues exécutoires entre le 2 février 2014 et le 1<sup>er</sup> mars 2014 ne se voient appliquer ni l'ancienne ni la nouvelle législation.

B.8.3. Compte tenu de leur connexité, ces deux moyens sont examinés ensemble.

B.9. Les articles 12 et 13 de l'ordonnance attaquée disposaient :

« Art. 12. La loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, modifiée par la loi du 15 mars 1999, est abrogée.

Elle reste toutefois applicable aux taxes communales perçues au comptant avant le 1<sup>er</sup> mars 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires avant le 1<sup>er</sup> février 2014.

Art. 13. La présente ordonnance s'applique aux taxes communales qui sont perçues au comptant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires à partir du 1<sup>er</sup> mars 2014 ».

B.10.1. L'ordonnance du 12 février 2015 « modifiant l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales » a modifié, par son article 9, l'article 12, alinéa 2, de l'ordonnance attaquée comme suit :

« Elle reste toutefois applicable aux taxes communales perçues au comptant avant le 17 mai 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires avant le 17 mai 2014 ».

Quant à l'article 13 attaqué, il a été remplacé comme suit par l'article 10 de la même ordonnance :

« La présente ordonnance s'applique aux taxes communales qui sont perçues au comptant à partir du 17 mai 2014 ou qui sont enrôlées et rendues exécutoires à partir du 17 mai 2014 ».

B.10.2. Ces modifications ont été justifiées comme suit :

« La rétroactivité de l'ordonnance du 3 avril 2014 telle qu'elle est organisée par les articles 12 et 13 pose problème puisqu'il était impossible pour les communes d'appliquer l'ordonnance avant qu'elles ne puissent en prendre connaissance. Dès lors, il apparaît opportun de modifier la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance pour fixer cette dernière au 17 mai 2014, soit 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

En outre, l'article 12 de ladite ordonnance fait une distinction entre les taxes perçues au comptant et les taxes enrôlées. Pour ces dernières, la loi du 24 décembre 1996 n'était d'application que jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2014, tandis que pour les taxes perçues au comptant la loi était d'application jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2014 » (*Doc. parl.*, Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, 2014-2015, n° A-60/1, pp. 2 et 3).

B.11.1. D'après le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale, en ce qu'il vise les articles 12 et 13 de l'ordonnance attaquée, le recours serait devenu sans objet dès lors qu'ils ont été remplacés par les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 12 février 2015.

B.11.2. En vertu de l'article 11 de l'ordonnance du 12 février 2015, celle-ci est entrée en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 25 février 2015. Etant donné qu'aucune portée rétroactive n'a été conférée à ladite ordonnance, la date du 17 mai 2014 qu'elle a entendu fixer pour l'application de l'ordonnance du 3 avril 2014 ne peut s'appliquer qu'aux faits, actes et situations qui n'étaient pas encore définitifs à la date du 25 février 2015. En revanche, les articles 12 et 13 attaqués de l'ordonnance du 3 avril 2014 ont pu produire leurs effets à l'égard des faits, actes et situations qui sont devenus définitifs avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance modificative du 12 février 2015.

B.11.3. Il en résulte que les deuxième et troisième moyens doivent être examinés.

B.12.1. La non-rétroactivité des lois est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que le justiciable puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli. La rétroactivité peut uniquement être justifiée lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général.

B.12.2. Selon les travaux préparatoires de l'ordonnance du 12 février 2015 cités en B.10.2, la rétroactivité que les articles 12 et 13 de l'ordonnance du 3 avril 2014 ont organisée, posait problème puisqu'il était impossible pour les communes d'appliquer l'ordonnance avant qu'elles ne puissent en prendre connaissance à dater de sa publication au *Moniteur belge*. Par sa portée rétroactive, l'ordonnance attaquée a pu également avoir pour conséquence de priver certains contribuables que les associations requérantes ont pour but de représenter de la possibilité d'introduire une réclamation lorsqu'ils se trouvaient confrontés à une réduction de délai qu'ils n'étaient pas en mesure de prévoir et sans que cette rétroactivité soit justifiée par un objectif d'intérêt général.

B.12.3. En outre, il découle de la formulation de l'article 12 de l'ordonnance attaquée que les taxes enrôlées et rendues exécutoires entre le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> mars 2014 n'étaient soumises ni à la loi du 24 décembre 1996 ni à l'ordonnance du 3 avril 2014, de sorte que les

contribuables redevables de ces taxes n'étaient pas en mesure de prévoir le délai dans lequel ils étaient tenus d'introduire une réclamation.

B.13. Partant, les deuxième et troisième moyens sont fondés, en ce qu'ils visent les articles 12 et 13 de l'ordonnance attaquée, tels qu'ils étaient en vigueur avant leur modification par les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 12 février 2015.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 12 et 13 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 « relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales », tels qu'ils étaient en vigueur avant leur modification par les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 12 février 2015 « modifiant l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales »;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 3 février 2016.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2016/200866]

### Uittreksel uit arrest nr. 16/2016 van 3 februari 2016

Rolnummers : 6083 en 6084

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 9, 12 en 13 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, ingesteld door de vzw « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles » en door de beroepsvereniging « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en T. Giet, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 7 november 2014 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 13 november 2014, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de artikelen 9, 12 en 13 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 mei 2014) door de vzw « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles » en door de beroepsvereniging « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Simonart, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6083 en 6084 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van het onderwerp van het beroep*

B.1. De vzw « Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles », verzoekende partij in de zaak nr. 6083, en de beroepsvereniging « Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce », verzoekende partij in de zaak nr. 6084, vorderen de vernietiging van de artikelen 9, 12 en 13 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 3 april 2014 « betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ».

*Ten aanzien van het eerste middel*

B.2.1. Het eerste middel in de twee zaken, is afgeleid uit de schending, door artikel 9, § 1, tweede lid, van de bestreden ordonnantie, van de artikelen 13 en 16 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met het algemeen beginsel van rechtszekerheid, met het algemeen beginsel van het daadwerkelijke karakter van de rechtsmiddelen, met het algemeen beginsel van de rechten van de verdediging en met het « algemeen *standstill*-beginsel ».

B.2.2. Artikel 9, § 1, van de ordonnantie van 3 april 2014 bepaalt :

« De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan tegen een belasting, een belastingverhoging of een administratieve geldboete, met uitzondering van de sancties wegens overlast als bedoeld in artikel 119<sup>bis</sup> van de Nieuwe Gemeentewet, een bezwaarschrift indienen bij het College, dat handelt als administratieve overheid.

Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning.

[...] ».

B.2.3. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht in op toegang tot de bevoegde rechter. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd bij artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en bij een algemeen rechtsbeginsel.

Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgt voor personen van wie de rechten en vrijheden vermeld in dat Verdrag zijn geschonden, een recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel voor een nationale instantie.

B.2.4. Voor wat de door de verzoekende partijen aangevoerde grondwets- en verdragsbepalingen betreft, bestaat er geen *standstill*-verplichting.

B.3.1. De oorspronkelijk voorgeschreven termijn voor het indienen van een bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting bedroeg drie maanden. Artikel 5 van de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke heffingen bepaalde aldus :

« Degene die een kohierbelasting verschuldigd is, kan bezwaar indienen bij de bestendige deputatie van de provincieraad.

Het bezwaar moet schriftelijk worden gedaan, met redenen omkleed zijn en overhandigd of per post verzonden worden binnen drie maanden na de afgifte van het aanslagbiljet.

Van de bezwaarschriften wordt een ontvangstbewijs afgegeven ».

B.3.2. Die wet is opgeheven bij artikel 14, 6°, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen (*Belgisch Staatsblad*, 31 december 1996), die in artikel 9, derde lid, ervan eveneens voorzorg in een termijn van drie maanden voor het indienen van een bezwaarschrift.

Die twee bepalingen zijn vernietigd bij het arrest nr. 30/98 van 18 maart 1998.

B.3.3. De wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen strekte ertoe de gevolgen te trekken uit het arrest nr. 67/98 van 10 juni 1998 « waaruit [volgde] dat de beslissing die de belastingadministratie (dit wil zeggen de gewestelijke directeur) neemt nadat een bezwaarschrift werd ingediend, een beslissing in een bestuursgeschil is, niet een gerechtelijke beslissing ». De ontwikkeling van de rechtspraak moest de Regering aldus ertoe brengen de wijze te herzien waarop het contentieux in fiscale zaken wordt geregeld (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1341/23, p. 2).

Verscheidende door de federale Regering ingediende amendementen beoogden de wet van 24 december 1996 te wijzigen teneinde een gelijkgeschiktheid tot stand te brengen tussen de regels die van toepassing zijn op de rijksbelastingen en die met betrekking tot de provincie- en gemeentebelastingen (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-966/7, pp. 15 tot 17; nr. 1-966/11, p. 199).

De termijn om een bezwaarschrift in te dienen tegen een provincie- of gemeentebelasting is aldus vastgesteld met verwijzing naar hoofdstuk VII van titel VII van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna : WIB 1992), op grond van artikel 12 van de wet van 24 december 1996, in die zin gewijzigd.

De termijn van zes maanden die was vastgesteld bij artikel 371 van dat Wetboek voor het indienen van de bezwaarschriften is gebracht op drie maanden bij artikel 28 van de wet van 15 maart 1999 omdat de filosofie van het ontwerp erin bestond de termijnen in te korten (*Parl. St.*, Senaat, 1998-1999, nr. 1-966/11, p. 164).

De bevoegde minister heeft in de Kamercommissie voor de Financiën en de Begroting eraan toegevoegd :

« De belastingplichtige beschikt over een termijn van drie maanden (vanaf de datum van verzending van het aanslagbiljet per gewone brief bij de post) om zijn bezwaarschrift in te dienen.

In vergelijking met gelijkaardige termijnen (inzake de door een sociaal organisme genomen beslissingen bedraagt de termijn om beroep aan te tekenen bij de arbeidsrechtbank bijvoorbeeld één maand, voor de indiening van een bezwaar bij de Raad van State bedraagt hij zestig dagen...) lijkt dit een redelijk voorstel, aangezien de belastingplichtige eerst beschikt over een termijn van twee maanden om hetzij het volledige bedrag van de belasting, hetzij het gedeelte ervan dat hij niet betwist, te betalen (de luidens het aanslagbiljet verschuldigde belasting moet immers binnen de twee maanden worden betaald). Een en ander brengt mee dat hij tijdens de maand die volgt op de uiterste datum van betaling zijn bezwaarschrift nog mag indienen » (*Parl. St.*, Kamer, 1997-1998, nr. 1341/23, p. 3).

B.3.4. Een termijn van zes maanden is opnieuw ingevoerd in artikel 371 van het WIB 1992 bij artikel 7 van de programmawet van 20 juli 2006 (*Belgisch Staatsblad*, 28 juli 2006).

In de parlementaire voorbereiding is de verlenging van de bezwaartermijn als volgt verantwoord :

« Onder het stelsel van de oude fiscale procedure moesten de bezwaarschriften worden voorgelegd uiterlijk de dertigste april van het jaar dat volgt op dat waarin de belasting was gevestigd zonder dat deze termijn korter mocht zijn dan zes maanden vanaf de datum van het aanslagbiljet.

De wet van 15 maart 1999 heeft deze termijn teruggebracht tot drie maanden te rekenen vanaf de verzending van het aanslagbiljet. Uit bezorgdheid de behandeling van de fiscale geschillen te versnellen, en, bijgevolg, de periode van onzekerheid niet te verlengen tijdens dewelke een belasting kan worden betwist, rechtvaardigde de wetgever deze verkorting van de bezwaartermijn als tegenprestatie voor de toekenning aan de belastingplichtige van een dubbele mogelijkheid inzake jurisdictie voor de rechterlijke macht.

Van in het begin en reeds tijdens de voorbereidende werkzaamheden van de wetten betreffende de hervorming van de fiscale procedure werd tegen deze zeer beperkte termijn geprotesteerd. Dit gevoel wordt vandaag unaniem gedeeld.

In zijn officiële aanbeveling van 8 september 2003 heeft het College van federale ombudsmannen, ervan uitgaande dat er een onevenwicht bestaat tussen het principe van rechtszekerheid en de principes van behoorlijk bestuur en uit de vergelijking van de beperkte duur van de bezwaartermijn met de duur van de termijnen (drie jaar, zelfs vijf jaar in geval van fraude) waarover de administratie beschikt voor de vestiging van de belasting, ook gevraagd dat de bezwaartermijn zou worden verlengd.

De bepaling in het ontwerp beoogt tegemoet te komen aan deze terechte bezorgdheid en brengt de bezwaartermijn op zes maanden, zijnde, de minimale termijn die van toepassing was onder de vroegere fiscale procedure » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2517/001, pp. 8-9).

Voorts is in de Kamercommissie voor de Financiën en de Begroting eraan toegevoegd :

« De federale ombudsmannen hebben melding gemaakt van een aantal concrete gevallen die ervoor pleiten de voormelde termijn te verlengen. Dat vraagstuk is ook ter sprake gebracht bij magistraten, fiscalisten en ambtenaren, die zich allemaal voor die termijnverlenging hebben uitgesproken.

Elk jaar komen de aanslagbiljetten bij veel belastingplichtigen in dezelfde periode toe, zodat de fiscale raadgevers dan overbezet zijn. Men heeft vastgesteld dat een aantal administratieve beroepen gewoon worden ingesteld, omdat de belastingplichtige onvoldoende tijd heeft gehad om zijn aanslagbiljet te analyseren en eventueel contact op te nemen met de belastingadministratie. Alle betrokkenen hebben dus belang bij de verlenging van de termijn om een bezwaarschrift in te dienen » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2517/012, p. 29).

B.3.5. De in de bestreden ordonnantie gekozen termijn van drie maanden is als volgt verantwoord :

« In § 1 is bepaald dat, net als voorheen, het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd blijft om kennis te nemen van bezwaren inzake gemeentebelastingen.

De verhaaltermijn wordt verkort tot drie maanden, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de belasting of vanaf de datum van de contante inning. De verlenging van die termijn tot zes maanden, zoals bepaald in artikel 371 van het Wetboek der Inkomstenbelasting, wordt hier niet overgenomen : een dergelijke termijn is immers niet nodig voor de gemeentebelastingen, die meestal minder complex zijn dan de federale inkomstenbelastingen. Bovendien maakt een langere termijn op lokaal niveau de situatie nodeloos onzeker » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2012-2013, A-440/1, p. 7).

B.4. De verzoekende partijen voeren aan dat het bestreden artikel 9, § 1, tweede lid, door de bezwaartermijn die ingevolge de vroegere wetgeving van toepassing was, met de helft in te korten, de bescherming van het eigendomsrecht aanzienlijk zou verminderen. Bijgevolg zou eveneens afbreuk worden gedaan aan het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel van de belastingsschuldige tegen de aan hem tegengeworpen fiscale maatregel en bijgevolg aan zijn recht op toegang tot een rechter.

B.5. Bij het bestreden artikel 9, § 1, beoogde de ordonnantiegever de bezwaarprocedure te versnellen en aldus de rechtszekerheid te bevorderen, met name door de periode tijdens welke de lokale belastingen kunnen worden betwist in te korten tot een termijn van drie maanden.

B.6.1. Het behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de ordonnantiegever om ervan uit te gaan dat een termijn van zes maanden, van toepassing op de federale inkomstenbelastingen, niet nodig is voor de provincie- en gemeentebelastingen, die hij minder complex acht. Het Hof zou een dergelijke keuze van de ordonnantiegever alleen kunnen afkeuren indien zonder redelijke verantwoording afbreuk zou worden gedaan aan de rechten van de betrokkenen.

B.6.2. Het blijkt niet dat het contentieux betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen dermate ingewikkeld is dat de inkorting van de termijn om een bezwaarschrift in te dienen tot drie maanden, op onevenredige wijze afbreuk zou doen aan de rechten van de betrokken belastingplichtigen.

B.7. Het eerste middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het tweede en het derde middel*

B.8.1. Het tweede middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending, door artikel 13 van de bestreden ordonnantie, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemeen beginsel van rechtszekerheid, met het algemeen beginsel van de rechten van de verdediging, met het algemeen beginsel van niet-retroactiviteit en met het algemeen beginsel van eerbied voor de gewettigde verwachtingen.

Er wordt aangevoerd dat artikel 13, door aan de bestreden ordonnantie een terugwerkende kracht te geven tot de gemeentebelastingen die contant zijn geïnd vanaf 1 maart 2014 of die vanaf 1 maart 2014 zijn ingekohierd en uitvoerbaar verklaard, op onvoorzienbare en moeilijk om te keren wijze de inkorting met zich meebrengt van de termijn voor bezwaarschriften tegen eerdere belastingen, met schending van de in het middel beoogde bepalingen en beginselen.

B.8.2. Het derde middel in de twee zaken is afgeleid uit de schending, door de artikelen 12 en 13 van de bestreden ordonnantie, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met het algemeen beginsel van rechtszekerheid. De gecombineerde toepassing van de voormelde artikelen 12 en 13 zou tot gevolg hebben dat de belastingen die zijn ingekohierd en uitvoerbaar verklaard tussen 2 februari 2014 en 1 maart 2014 niet vallen onder de toepassing van de vroegere wetgeving, noch onder die van de nieuwe wetgeving.

B.8.3. Gelet op hun samenhang worden de twee middelen samen onderzocht.

B.9. De artikelen 12 en 13 van de bestreden ordonnantie bepalen :

« Art. 12. De wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1999, wordt opgeheven.

Voorname wet blijft evenwel van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vóór 1 maart 2014 of die vóór 1 februari 2014 worden ingekohierd en uitvoerbaar verklaard.

Art. 13. Deze ordonnantie is van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 1 maart 2014 of die vanaf 1 maart 2014 worden [ingekohierd] en uitvoerbaar worden verklaard ».

B.10.1. De ordonnantie van 12 februari 2015 « tot wijziging van de ordonnantie van 3 april 2004 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen » heeft, bij artikel 9 ervan, artikel 12, tweede lid, van de bestreden ordonnantie als volgt gewijzigd :

« Voorname wet blijft evenwel van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vóór 17 mei 2014 of die vóór 17 mei 2014 worden ingekohierd en uitvoerbaar verklaard ».

Het bestreden artikel 13 is als volgt vervangen bij artikel 10 van dezelfde ordonnantie :

« Deze ordonnantie is van toepassing op de gemeentebelastingen die contant worden geïnd vanaf 17 mei 2014 of die vanaf 17 mei 2014 worden ingekohierd en uitvoerbaar worden verklaard ».

B.10.2. Die wijzigingen zijn als volgt verantwoord :

« De retroactiviteit van de ordonnantie van 3 april 2014, georganiseerd in haar artikelen 12 en 13, stelt een probleem, aangezien het voor de gemeenten onmogelijk was de ordonnantie toe te passen alvorens ze er kennis van hadden. Het lijkt derhalve opportuun de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie te wijzigen en deze op datum van 17 mei 2014 te brengen, zijnde tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Daarenboven maakt artikel 12 van de bedoelde ordonnantie een onderscheid tussen de contantbelastingen en de kohierbelastingen. Voor deze laatste was de wet van 24 december 1996 slechts van toepassing tot 1 februari 2014, terwijl deze wet voor de contantbelastingen van toepassing bleef tot 1 maart 2014 » (*Parl. St.*, Brussels Hoofdstedelijk Parlement, 2014-2015, nr. A-60/1, pp. 2 en 3).

B.11.1. Volgens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zou het beroep, in zoverre het de artikelen 12 en 13 van de bestreden ordonnantie beoogt, zonder voorwerp zijn geworden aangezien die artikelen zijn vervangen bij de artikelen 9 en 10 van de ordonnantie van 12 februari 2015.

B.11.2. Krachtens artikel 11 van de ordonnantie van 12 februari 2015 is die laatste in werking getreden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, namelijk op 25 februari 2015. Vermits aan die ordonnantie geen terugwerkende kracht is verleend, kan de datum van 17 mei 2014 die zij heeft willen vaststellen voor de toepassing van de ordonnantie van 3 april 2014, enkel van toepassing zijn op de feiten, handelingen en situaties die nog niet definitief waren op datum van 25 februari 2015. De bestreden artikelen 12 en 13 van de ordonnantie van 3 april 2014 hebben daarentegen uitwerking kunnen hebben ten aanzien van de feiten, handelingen en situaties die definitief zijn geworden vóór de inwerkingtreding van de wijzigingsordonnantie van 12 februari 2015.

B.11.3. Hieruit vloeit voort dat het tweede en het derde middel moeten worden onderzocht.

B.12.1. De niet-retroactiviteit van wetten is een waarborg ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht. De terugwerkende kracht kan enkel worden verantwoord wanneer zij onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang.

B.12.2. Volgens de parlementaire voorbereiding van de ordonnantie van 12 februari 2015, vermeld in B.10.2, zorgde de retroactiviteit waarin de artikelen 12 en 13 van de ordonnantie van 3 april 2014 voorzagen, voor problemen vermits het voor de gemeenten onmogelijk was de ordonnantie toe te passen vooraleer zij daarvan kennis konden nemen vanaf de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Door de terugwerkende kracht ervan kon de bestreden ordonnantie eveneens tot gevolg hebben dat sommige belastingplichtigen die de verzoekende verenigingen beogen te vertegenwoordigen, de mogelijkheid wordt ontzegd om een bezwaarschrift in te dienen wanneer zij werden geconfronteerd met een inkorting van de termijn die zij niet konden voorzien en zonder dat die terugwerkende kracht verantwoord was door een doel van algemeen belang.

B.12.3. Bovendien vloeit uit de formulering van artikel 12 van de bestreden ordonnantie voort dat de belastingen die zijn ingekohierd en uitvoerbaar verklaard tussen 1 februari en 1 maart 2014 niet onderworpen waren aan de wet van 24 december 1996, noch aan de ordonnantie van 3 april 2014, zodat de belastingplichtigen die die belastingen verschuldigd zijn, niet in staat waren de termijn te voorzien waarin zij ertoe gehouden waren een bezwaarschrift in te dienen.

B.13. Het tweede en het derde middel zijn bijgevolg gegrond in zoverre zij de artikelen 12 en 13 van de bestreden ordonnantie beogen, zoals die van kracht waren vóór de wijziging ervan bij de artikelen 9 en 10 van de ordonnantie van 12 februari 2015.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 12 en 13 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 3 april 2014 « betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen », zoals zij van kracht waren vóór de wijziging ervan bij de artikelen 9 en 10 van de ordonnantie van 12 februari 2015 « tot wijziging van de ordonnantie van 3 april 2004 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen »;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 3 februari 2016.

De griffier,  
F. Meersschant

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/200866]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 16/2016 vom 3. Februar 2016

Geschäftsverzeichnisnummern. 6083 und 6084

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 9, 12 und 13 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. April 2014 über die Festlegung, die Beitreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern, erhoben von der VoG «Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles» und vom Berufsverband «Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und T. Giet, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 7. November 2014 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 13. November 2014 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 9, 12 und 13 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. April 2014 über die Festlegung, die Beitreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Mai 2014): die VoG «Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles» und der Berufsverband «Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce», unterstützt und vertreten durch RA P. Simonart, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6083 und 6084 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

*In Bezug auf den Gegenstand der Klage*

B.1. Die VoG «Union des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs de Bruxelles et Entreprises assimilées de Bruxelles», klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6083, und der Berufsverband «Belgian Confederation - Hospitality, Tourism and Commerce», klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6084, beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 9, 12 und 13 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. April 2014 «über die Festlegung, die Beitreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern».

*In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.2.1. Der erste Klagegrund in den beiden Rechtssachen ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 9 § 1 Absatz 2 der angefochtenen Ordonnanz gegen die Artikel 13 und 16 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit, mit dem allgemeinen Grundsatz der wirksamen Beschaffenheit von Rechtsbehelfen, mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechte der Verteidigung und mit dem «allgemeinen Stillhaltegrundsatz».

B.2.2. Artikel 9 § 1 der Ordonnanz vom 3. April 2014 bestimmt:

«Der Steuerpflichtige oder sein Vertreter kann gegen eine Steuer, eine Steuererhöhung oder eine administrative Geldbuße, mit Ausnahme der Sanktionen wegen ungesellschaftlichen Verhaltens im Sinne von Artikel 119<sup>bis</sup> des Neuen Gemeindegesetzes, Beschwerde beim Kollegium, das als Verwaltungsbehörde handelt, einreichen.

Die Beschwerde muss schriftlich eingereicht, unterschrieben und mit Gründen versehen werden, und dies zur Vermeidung des Verfalls innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem dritten Werktag nach dem Datum des Versands des Steuerbescheids oder ab der Notifizierung der Veranlagung oder ab dem Datum der Einnahme in bar.

[...].»

B.2.3. Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

«Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung.»

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält.»

Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör beim zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und durch einen allgemeinen Rechtsgrundsatz gewährleistet.

Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet für Personen, deren Rechte und Freiheiten im Sinne dieser Konvention verletzt wurden, ein Recht auf eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz.

B.2.4. Bezüglich der durch die klagenden Parteien angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen besteht keine Stillhalteverpflichtung.

B.3.1. Die ursprünglich für das Einreichen der Beschwerden gegen eine Gemeindesteuer festgelegte Frist betrug drei Monate. So bestimmte Artikel 5 des Gesetzes vom 23. Dezember 1986 über die Beitreibung und das Streitverfahren in Sachen provinzielle und lokale Steuern (*Belgisches Staatsblatt*, 12. Februar 1987):

«Derjenige, der eine mittels Heberolle festgelegte Steuer schuldet, kann eine Beschwerde beim Ständigen Ausschuss des Provinzialrates einreichen.

Die Beschwerde muss schriftlich erfolgen, mit Gründen versehen sein und binnen drei Monaten ab dem Versand des Steuerbescheids ausgehändigt oder mit der Post verschickt werden.

Für den Eingang der Beschwerdeschrift wird eine Empfangsbestätigung ausgestellt.»

B.3.2. Dieses Gesetz wurde durch Artikel 14 Nr. 6 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern (*Belgisches Staatsblatt*, 31. Dezember 1996) aufgehoben, das in Artikel 9 Absatz 3 ebenfalls eine Frist von drei Monaten für das Einreichen einer Beschwerde vorsah.

Diese beiden Bestimmungen wurden durch den Entscheid Nr. 30/98 vom 18. März 1998 für nichtig erklärt.



B.3.3. Das Gesetz vom 15. März 1999 über steuerrechtliche Streitsachen bezweckte, die Schlussfolgerungen aus dem Entscheid Nr. 67/98 vom 10. Juni 1998 zu ziehen, «aus dem [hervorging], dass die Entscheidung der Steuerverwaltung (das heißt des Regionaldirektors) infolge des Einreichens einer Beschwerde eine Entscheidung in einer Verwaltungsstreitsache und keine gerichtliche Entscheidung ist». Die Entwicklung der Rechtsprechung sollte die Regierung dazu veranlassen, die Weise der Regelung der Steuerstreitsachen anzupassen (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1341/23, S. 2).

Verschiedene von der Föderalregierung eingereichte Abänderungsanträge bezweckten, das Gesetz vom 24. Dezember 1996 abzuändern, um eine Angleichung zwischen den für staatliche Steuern geltenden Regeln und denjenigen bezüglich der Provinzial- und Gemeindesteuern zu verwirklichen (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-966/7, SS. 15 bis 17; Nr. 1-966/11, S. 199).

Die Frist zum Einreichen einer Beschwerde gegen eine Provinzial- oder Gemeindesteuer wurde somit durch Bezugnahme auf Kapitel 7 von Titel VII des Einkommensteuergesetzbuches 1992 festgelegt (nachstehend: EStGB 1992), aufgrund von Artikel 12 des Gesetzes vom 24. Dezember 1996, in diesem Sinne abgeändert.

Die Frist von sechs Monaten, die in Artikel 371 dieses Gesetzbuches zum Einreichen der Beschwerden festgelegt war, wurde auf drei Monate verkürzt durch Artikel 28 des Gesetzes vom 15. März 1999 mit der Begründung, dass mit dem Entwurf eine Verkürzung der Fristen angestrebt wurde (*Parl. Dok.*, Senat, 1998-1999, Nr. 1-966/11, S. 164).

Der zuständige Minister hat im Finanz- und Haushaltsausschuss der Kammer Folgendes hinzugefügt:

«Der Steuerpflichtige verfügt über eine Frist von drei Monaten (ab dem Datum des Postversands des Steuerbescheids mit gewöhnlichem Brief), um seine Beschwerde einzureichen.

Im Vergleich zu gleichartigen Fristen (in Bezug auf Entscheidungen einer Sozialeinrichtung beträgt die Klagefrist beim Arbeitsgericht beispielsweise einen Monat, zum Einreichen einer Klage bei dem Staatsrat beträgt sie sechzig Tage, usw.) erscheint dieser Vorschlag vernünftig, da der Steuerpflichtige zunächst über eine erste Frist von zwei Monaten verfügt, um den Gesamtbetrag der Steuer oder den Teil dieser Steuer, den er nicht anfechtet, zu zahlen (die gemäß dem Steuerbescheid geschuldete Steuer muss nämlich innerhalb von zwei Monaten gezahlt werden). Er kann also seine Beschwerde innerhalb eines Monats nach dem äußersten Zahlungstermin einreichen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1997-1998, Nr. 1341/23, S. 3).

B.3.4. Eine Frist von sechs Monaten wurde wieder eingeführt in Artikel 371 des EStGB 1992 durch Artikel 7 des Programmgesetzes vom 20. Juli 2006 (*Belgisches Staatsblatt*, 28. Juli 2006).

In den Vorarbeiten wurde die Verlängerung der Beschwerdefrist wie folgt begründet:

«Gemäß dem früheren Steuerverfahren mussten die Beschwerden spätestens am dreißigsten April des Jahres nach demjenigen, in dem die Steuer festgelegt worden war, eingereicht werden, ohne dass diese Frist kürzer als sechs Monate ab dem Datum des Steuerbescheids sein durfte.

Durch das Gesetz vom 15. März 1999 wurde diese Frist jedoch auf drei Monate ab dem Versand des Steuerbescheids verkürzt. In dem Bemühen, die Bearbeitung der Steuerstreitsachen zu beschleunigen und folglich den Zeitraum der Unsicherheit, in dem eine Steuer angefochten werden kann, nicht zu verlängern, rechtfertigte der Gesetzgeber damals diese Verkürzung der Beschwerdefrist als Gegenleistung dafür, dass den Steuerpflichtigen ein doppelter Rechtszug vor der rechtsprechenden Gewalt gewährt wurde.

Von Anfang an und bereits während der Vorarbeiten zu den Gesetzen über die Reform des Steuerverfahrens wurde diese allzu kurze Frist bemängelt. Dieser Eindruck herrscht heute allgemein vor.

In seiner amtlichen Empfehlung vom 8. September 2003 hat das Kollegium der föderalen Ombudsmänner, ausgehend davon, dass ein Ungleichgewicht zwischen dem Grundsatz der Rechtssicherheit und den Grundsätzen der guten Verwaltung besteht, und nach einem Vergleich zwischen der Kürze der Beschwerdefrist und der Dauer der Fristen (drei Jahre, sogar fünf Jahre im Fall von Betrug), die der Verwaltung zur Festlegung der Steuer zur Verfügung stehen, ebenfalls verlangt, die Beschwerdefrist zu verlängern.

Durch den Entwurf der Bestimmung soll dieser Besorgnis Folge geleistet und die Beschwerdefrist auf sechs Monate festgelegt werden, das heißt die Mindestfrist, die im vorherigen Steuerverfahren galt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2517/001, SS. 8-9).

Ferner wurde im Finanz- und Haushaltsausschuss der Kammer Folgendes hinzugefügt:

«Die föderalen Ombudsmänner haben zahlreiche konkrete Fälle erwähnt, die für eine Verlängerung der Beschwerdefrist sprechen. Diese Frage wurde ebenfalls bei Magistraten, Steuerfachleuten und Beamten erörtert, die sich allesamt für diese Fristverlängerung ausgesprochen haben.

Jedes Jahr kommen die Steuerbescheide bei zahlreichen Steuerpflichtigen im gleichen Zeitraum an, so dass die Steuerberater dann überlastet sind. Es wurde festgestellt, dass zahlreiche Verwaltungsbeschwerden einfach deshalb eingereicht wurden, weil die Steuerpflichtigen nicht genügend Zeit hatten, ihren Steuerbescheid zu analysieren und gegebenenfalls Kontakt zur Steuerverwaltung aufzunehmen. Alle Betroffenen haben also ein Interesse an der Verlängerung der Beschwerdefrist» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2517/012, S. 29).

B.3.5. Die in der angefochtenen Ordonnanz vorgesehene Frist von drei Monaten wurde wie folgt begründet:

«In § 1 ist wie zuvor festgelegt, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zuständig bleibt, über Beschwerden in Bezug auf Gemeindesteuern zu befinden.

Die Beschwerdefrist wird auf drei Monate ab dem Datum der Notifizierung der Veranlagung oder ab dem Datum der Einnahme in bar verkürzt. Die Verlängerung dieser Frist auf sechs Monate, so wie sie in Artikel 371 des Einkommensteuergesetzbuches vorgesehen wurde, wird hier nicht übernommen; eine solche Frist ist nämlich nicht notwendig für Gemeindesteuern, die meist weniger komplex sind als die föderalen Einkommensteuern. Außerdem wird durch eine lange Frist auf lokaler Ebene die Situation unnötig unsicher» (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2012-2013, A-440/1, S. 7).

B.4. Die klagenden Parteien führen an, dass durch die Halbierung der in den früheren Rechtsvorschriften geltenden Beschwerdefrist durch den angefochtenen Artikel 9 § 1 Absatz 2 das Maß des Schutzes des Eigentumsrechtes erheblich verringert würde. Somit würden ebenfalls das Recht des Steuerpflichtigen auf einen wirksamen Rechtsbehelf gegen die ihm auferlegte Steuermaßnahme und folglich sein Recht auf gerichtliches Gehör beeinträchtigt.

B.5. Durch den angefochtenen Artikel 9 § 1 wollte der Ordonnanzgeber das Beschwerdeverfahren beschleunigen und somit die Rechtssicherheit fördern, insbesondere durch eine Verkürzung der Frist zur Anfechtung der lokalen Steuern auf drei Monate.

B.6.1. Es gehört zur Ermessensbefugnis des Ordonnanzgebers, davon auszugehen, dass eine Frist von sechs Monaten, die auf die föderalen Einkommensteuern angewandt wird, nicht notwendig ist für die Provinzial- und Gemeindesteuern, die er als weniger komplex erachtet. Der Gerichtshof könnte eine solche Entscheidung des Ordonnanzgebers nur missbilligen, wenn die Rechte der Betroffenen ohne vernünftige Rechtfertigung verletzt würden.

B.6.2. Es ist nicht ersichtlich, dass die Streitsachen in Bezug auf die Festlegung und die Beitreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern derart komplex wären, dass die Verkürzung der Frist zum Einreichen einer Beschwerde auf drei Monate die Rechte der betreffenden Steuerpflichtigen auf unverhältnismäßige Weise beeinträchtigen könnte.

B.7. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten und den dritten Klagegrund*

B.8.1. Der zweite Klagegrund in den beiden Rechtssachen ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 13 der angefochtenen Ordonnanz gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit, mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechte der Verteidigung, mit dem allgemeinen Grundsatz der Nichtrückwirkung und mit dem allgemeinen Grundsatz der Achtung der rechtmäßigen Erwartungen.

Es wird angeführt, dass durch die Rückwirkung der angefochtenen Ordonnanz für die Gemeindesteuern, die ab dem 1. März 2014 in bar eingenommen würden oder die ab dem 1. März 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt würden, Artikel 13 auf unvorhersehbare und schwer rückgängig zu machende Weise die Verkürzung der Beschwerdefrist gegen die vorherigen Steuern zur Folge habe und somit einen Verstoß gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen und Grundsätze darstelle.

B.8.2. Der dritte Klagegrund in den beiden Rechtssachen ist abgeleitet aus einem Verstoß durch die Artikel 12 und 13 der angefochtenen Ordonnanz gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit dem allgemeinen Grundsatz der Rechtssicherheit. Die kombinierte Anwendung der vorerwähnten Artikel 12 und 13 habe zur Folge, dass auf die zwischen dem 2. Februar 2014 und dem 1. März 2014 in die Heberolle eingetragenen und für vollstreckbar erklärten Steuern weder die vorherigen, noch die neuen Rechtsvorschriften anwendbar seien.

B.8.3. Wegen ihres Zusammenhangs werden die beiden Klagegründe zusammen geprüft.

B.9. Die Artikel 12 und 13 der angefochtenen Ordonnanz bestimmen:

«Art. 12. Das Gesetz vom 24. Dezember 1996 über die Festlegung und die Eintreibung der Provinzial- und Gemeindesteuern, abgeändert durch das Gesetz vom 15. März 1999, wird aufgehoben.

Es bleibt jedoch anwendbar auf die Gemeindesteuern, die vor dem 1. März 2014 in bar eingenommen oder vor dem 1. Februar 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt werden.

Art. 13. Die vorliegende Ordonnanz findet Anwendung auf die Gemeindesteuern, die ab dem 1. März 2014 in bar eingenommen oder ab dem 1. Februar 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt werden».

B.10.1. Die Ordonnanz vom 12. Februar 2015 « zur Abänderung der Ordonnanz vom 3. April 2004 über die Festlegung, die Eintreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern » hat in ihrem Artikel 9 Absatz 2 der angefochtenen Ordonnanz wie folgt abgeändert:

«Es bleibt jedoch anwendbar auf die Gemeindesteuern, die vor dem 17. Mai 2014 in bar eingenommen oder vor dem 17. Mai 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt werden».

Der angefochtene Artikel 13 wurde wie folgt durch Artikel 10 derselben Ordonnanz ersetzt:

«Die vorliegende Ordonnanz findet Anwendung auf die Gemeindesteuern, die ab dem 17. Mai 2014 in bar eingenommen oder ab dem 17. Mai 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt werden».

B.10.2. Diese Änderungen wurden wie folgt begründet:

«Die Rückwirkung der Ordonnanz vom 3. April 2014, so wie sie durch die Artikel 12 und 13 geregelt wird, bereitet Probleme, da es den Gemeinden unmöglich war, die Ordonnanz anzuwenden, bevor sie diese zur Kenntnis nehmen konnten. Daher erweist es sich als zweckmäßig, das Datum des Inkrafttretens der Ordonnanz zu ändern und auf den 17. Mai 2014 festzulegen, das heißt zehn Tage nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Außerdem wird in Artikel 12 der besagten Ordonnanz zwischen den in bar eingenommenen Steuern und den mittels Heberolle festgelegten Steuern unterschieden. Auf die Letzteren fand das Gesetz vom 24. Dezember 1996 nur Anwendung bis zum 1. Februar 2014, während das Gesetz auf die in bar eingenommenen Steuern bis zum 1. März 2014 Anwendung fand» (*Parl. Dok.*, Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt, 2014-2015, Nr. A-60/1, SS. 2 und 3).

B.11.1. Nach Darlegung der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt sei die Klage insofern, als sie die Artikel 12 und 13 der angefochtenen Ordonnanz betreffe, gegenstandslos geworden, da diese Artikel durch die Artikel 9 und 10 der Ordonnanz vom 12. Februar 2015 ersetzt worden seien.

B.11.2. Aufgrund von Artikel 11 der Ordonnanz vom 12. Februar 2015 ist diese am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*, nämlich am 25. Februar 2015, in Kraft getreten. Da dieser Ordonnanz keine Rückwirkung verliehen worden ist, kann das Datum vom 17. Mai 2014, das darin für die Anwendung der Ordonnanz vom 3. April 2014 festgelegt wurde, nur auf die Fakten, Handlungen und Situationen Anwendung finden, die am 25. Februar 2015 noch nicht endgültig waren. Die angefochtenen Artikel 12 und 13 der Ordonnanz vom 3. April 2014 hingegen konnten in Bezug auf die Fakten, Handlungen und Situationen, die vor dem Inkrafttreten der Änderungsordonnanz vom 12. Februar 2015 endgültig geworden waren, wirksam sein.

B.11.3. Folglich müssen der zweite und der dritte Klagegrund geprüft werden.

B.12.1. Die Nichtrückwirkung der Gesetze ist eine Garantie zur Vermeidung von Rechtsunsicherheit. Diese Garantie erfordert es, dass der Rechtsinhalt vorhersehbar und zugänglich ist, damit der Rechtsunterworfenen in einem vernünftigen Maße die Folgen eines bestimmten Handelns zum Zeitpunkt der Ausführung dieser Handlung vorhersehen kann. Die Rückwirkung ist nur zu rechtfertigen, wenn sie zur Verwirklichung einer Zielsetzung des Allgemeininteresses unerlässlich ist.

B.12.2. Gemäß den in B.10.2 zitierten Vorarbeiten zur Ordonnanz vom 12. Februar 2015 bereitete die in den Artikeln 12 und 13 der Ordonnanz vom 3. April 2014 vorgesehene Rückwirkung Probleme, denn es war den Gemeinden unmöglich, die Ordonnanz anzuwenden, bevor sie diese zur Kenntnis nehmen konnten ab ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*. Durch ihre Rückwirkung konnte die angefochtene Ordonnanz ebenfalls zur Folge haben, gewissen Steuerpflichtigen, deren Vertretung die klagenden Vereinigungen bezwecken, die Möglichkeit zum Einreichen einer Beschwerde zu entziehen, wenn sie mit einer verkürzten Frist konfrontiert waren, die sie nicht vorhersehen konnten, wobei diese Rückwirkung durch keine Zielsetzung des Allgemeininteresses gerechtfertigt war.

B.12.3. Außerdem geht aus dem Wortlaut von Artikel 12 der angefochtenen Ordonnanz hervor, dass die Steuern, die zwischen dem 1. Februar und dem 1. März 2014 in die Heberolle eingetragen und für vollstreckbar erklärt wurden, weder dem Gesetz vom 24. Dezember 1996, noch der Ordonnanz vom 3. April 2014 unterlagen, sodass die Steuerpflichtigen, die diese Steuern schuldeten, nicht die Möglichkeit hatten, die Frist vorherzusehen, in der sie eine Beschwerde einreichen mussten.

B.13. Folglich sind der zweite und der dritte Klagegrund begründet, insofern sie sich auf die Artikel 12 und 13 der angefochtenen Ordonnanz in der vor ihrer Abänderung durch die Artikel 9 und 10 der Ordonnanz vom 12. Februar 2015 geltenden Fassung beziehen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 12 und 13 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. April 2014 «über die Festlegung, die Beitreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern» in der vor ihrer Abänderung durch die Artikel 9 und 10 der Ordonnanz vom 12. Februar 2015 «zur Abänderung der Ordonnanz vom 3. April 2004 über die Festlegung, die Eintreibung und die Streitsachen im Bereich der Gemeindesteuern» geltenden Fassung für nichtig;  
- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 3. Februar 2016.

Der Kanzler,  
F. Meersschant

Der Präsident,  
J. Spreutels

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

[C – 2016/35322]

**26 FEBRUARI 2016. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende wijziging van artikel 2, 3 en 4 van het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot bepaling van de regierol van gemeenten op het vlak van de lokale sociale economie, vermeld in artikel 15 van het decreet van 17 februari 2012 betreffende de ondersteuning van het ondernemerschap op het vlak van de sociale economie en de stimulering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen**

De Vlaamse Regering,

Gelet op de bijzonder wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 17 februari 2012 betreffende de ondersteuning van het ondernemerschap op het vlak van de sociale economie en de stimulering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen, artikel 15;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot bepaling van de regierol van gemeenten op het vlak van de lokale sociale economie, vermeld in artikel 15 van het decreet van 17 februari 2012 betreffende de ondersteuning van het ondernemerschap op het vlak van de sociale economie en de stimulering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen;

Gelet op het advies van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, gegeven op 14 september 2015;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 8 juli 2015;

Gelet op het advies 58.744 van de Raad van State, gegeven op van 3 februari 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan artikel 2 van het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot bepaling van de regierol van gemeenten op het vlak van de lokale sociale economie, vermeld in artikel 15 van het decreet van 17 februari 2012 betreffende de ondersteuning van het ondernemerschap op het vlak van de sociale economie en de stimulering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen wordt een punt 3° toegevoegd, dat luidt als volgt :

“3° de OCMW-verenigingen: de verenigingen, bepaald in Titel VIII, Hoofdstuk I, van het decreet betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van 19 december 2008.”.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“De Vlaamse beleidsprioriteit inzake sociale economie is het vervullen van een regierol door de lokale besturen om de uitbouw van de lokale sociale economie te stimuleren. Om in aanmerking te komen voor een subsidie geven de begunstigden in hun strategische meerjarenplanning voor de volledige looptijd ervan aan via welke acties ze de uitbouw van de lokale sociale economie en het maatschappelijk verantwoord ondernemen stimuleren en de samenwerking met en tussen de sociale economie bevorderen. Daarvoor formuleren ze in hun meerjarenplanning duidelijke acties waaronder jaarlijks minimaal een actie die de netwerking op het grondgebied bevordert en een actie die bijdraagt aan de ontwikkeling van de lokale sociale economie. Vanaf het boekjaar 2017 bevat de strategische meerjarenplanning ook een actie ter bevordering van het maatschappelijk verantwoord ondernemen en wijzen de begunstigden in hun werkingsgebied een regieondersteuner aan.”.